



René Ruis

Doris Fiala, présidente des Femmes PLR Suisse, lance un pavé dans la mare en relevant la difficulté de concilier vie familiale, vie professionnelle et politique.



● Y a-t-il une place pour la politique à côté de la famille et du boulot? La présidente des Femmes PLR, Doris Fiala, lance un délicat débat.

LISE BAILAT

lise.bailat@lematindimanche.ch

C'est une petite phrase prononcée à la télé allemande qui a soulevé ce qu'elle appelle un «*shitstorm*» outre-Sarine. À 62 ans, Doris Fiala, présidente des Femmes PLR Suisse, est sous le feu des attaques, en pleine campagne électorale. La Zurichoise en a vu d'autres. Elle s'explique.

Vous êtes attaquée pour avoir dit qu'il est impossible pour une femme de concilier la politique, le travail et les enfants. Quel était votre message?

J'ai dit «extrêmement exigeant» et pas «impossible». Les attaques subies venaient surtout de la gauche, mais de nombreuses femmes m'ont aussi écrit pour me remercier: enfin quelqu'un qui dit la vérité et ne prétend pas que nous sommes toutes des *superpowerwomen*! Des pères de famille ont aussi réagi en ce sens. Tout est parti d'un entretien à la Télévision allemande, qui me demandait pourquoi le PLR n'a pas davantage de femmes au niveau national et pourquoi il n'a même plus une conseillère aux États.

Et pourquoi donc?

Souvent, les femmes PLR font des études, font avancer leur carrière, ensuite elles rencontrent peut-être l'homme de leur vie et ont des enfants. Là, c'est déjà un grand défi de pouvoir concilier famille et travail. C'est d'ailleurs exactement la même chose pour les hommes modernes! Et dans le système de milice suisse, celui qui s'engage en politique ne sait jamais si un jour cela débouchera sur une carrière. Alors dans une journée qui n'a que vingt-quatre heures, lorsque vous réfléchissez à ce que vous pouvez faire honnêtement, je pense qu'il y a de la place pour deux choses avec un grand engagement. Mais la troisième représente une vraie gageure. D'autant plus que dans le monde du tra-

vail aujourd'hui, si vous voulez avoir des responsabilités, il faut travailler à plus de 60%. Le Conseil national représente lui aussi un 60%. Le calcul est vite fait.

On n'a jamais vu autant de femmes candidates aux élections fédérales. Vous allez les décourager...

J'ai toujours essayé d'agir avec honnêteté depuis que je suis présidente des femmes PLR. Je n'ai jamais fait semblant d'être une *superpowerwoman* qui peut tout faire à la fois. Il y a des phases dans la vie, certaines plus propices à la carrière, d'autres aux enfants, d'autres à la politique. L'important à mes yeux est de mettre →

→ en place des structures modernes qui permettent aux couples de choisir le modèle qui leur convient.

Mais alors les jeunes pères politiciens qui concilient les trois choses, ils sont meilleurs que les femmes?

Non. C'est peut-être le premier point à clarifier. Ce que racontent certains politiciens en public n'est pas vécu en réalité avec facilité. Une des jeunes femmes qui m'a attaquée est fière de dire qu'elle est une élue professionnelle. Cette socialiste siège au Conseil national et a un enfant. Cela fait deux choses à concilier! Dans le même parti, Angelo Barrile est médecin et conseiller national. Il a dit lors d'un podium public qu'il avait diminué son temps de travail à 40%, qu'il s'engage à 80% en politique et qu'il ne pourrait pas prétendre faire une troisième activité. Et il n'a pas d'enfants. Un dernier exemple: à Zurich, la gauche de la gauche présente en tête de liste une femme de 62 ans qui explique qu'aujourd'hui elle a du temps pour faire de la politique qu'elle n'avait pas avant! La gauche fournit la preuve que ce que je dis est honnête. L'idéalisme est une chose, mais la réalité du système de milice en est une autre. À mon sens, on encourage beaucoup plus les jeunes femmes à s'engager si on leur dit cette vérité.

La gauche est justement critique face au système de milice.

Tout à fait. J'étais d'autant plus surprise de



leur réaction nerveuse que je la juge peu conséquente. À la fin, je me suis dit que depuis que j'en suis la présidente, les Femmes PLR ont augmenté leur visibilité. Et évidemment, ça peut être perçu comme une menace par des femmes de gauche qui avaient fait de l'égalité leur pré carré. Mais les questions de conciliation sont des questions de société auxquelles il faut trouver des réponses ensemble.

Aux Femmes PLR, vous vouliez envoyer une jeune mère au Conseil fédéral, avec la candidature d'Isabelle Moret. Vous lui vouliez donc du mal?

Avoir une jeune mère au Conseil fédéral, ça aurait été un signal fort! Nous avons besoin d'exemples et elle l'aurait très bien fait. Mais en 2017, c'était le tour du Tessin.

Vous êtes conseillère nationale, entrepreneuse et avez trois enfants. Comment ça s'est passé pour vous?

À la naissance de mes trois enfants, je vivais à Genève, dans un modèle traditionnel et dans une situation confortable. Je pouvais m'occuper exclusivement de nos trois enfants. J'ai bien conscience que c'était un privilège. Mon mari est ingénieur. Il travaillait à l'assainissement de Tchernobyl, après l'accident nucléaire. Il ne rentrait parfois même pas les week-ends et je ne me voyais pas être active professionnellement dans ces conditions. Quand nous sommes revenus à Zurich, j'ai été déprimée de voir que nous avions trente ans de retard par rapport à Genève pour l'école à journée continue. J'ai donc inscrit ma fille cadette de 3 ans à l'école française. Elle y était de 9 h à 16 h 30. C'était le seul moyen pour que je puisse me réinsérer. Et j'avais tout un système d'aide autour de moi avec mes parents, ma sœur et mon mari les week-ends. Puis un événement clé m'a fait entrer en politique.

Lequel?

C'était une époque où la misère de la drogue était très visible. Nous nous promenions un dimanche avec nos enfants au bord du lac et j'ai été choquée de voir les seringues pleines de sang qui traînaient

par terre et les toilettes sales. J'ai dit à mon mari que ce n'était pas le Zurich que je connaissais. Ça m'a rendue triste. Mon époux m'a répondu: «Fais quelque chose!» D'abord, cela m'a presque fâchée, je n'allais quand même pas ramasser les seringues par terre! Mais il m'a suggéré d'entrer dans un parti. C'est comme cela que j'ai commencé mon chemin politique sous l'étiquette libérale. Je n'avais aucun plan de carrière, sauf ce souhait de contribuer à la vie publique.

À 43 ans, vous entrez au Législatif de la Ville de Zurich. Quel âge ont vos enfants?

À mon entrée en politique, deux sur trois étaient devenus adolescents. Pour pouvoir nous organiser avec mon mari, nous avons payé à nos deux filles une école internationale privée. Encore une fois, nous en avons les moyens, mais avons aussi renoncé à d'autres luxes. Certes, nous étions privilégiés. Mais pour moi, les choses sont devenues sérieuses en politique lorsque je suis devenue présidente du PLR cantonal. Pour la première fois, j'ai compris ce qu'était un panier de crabes. À un moment, j'ai tapé du poing sur la table et j'ai pensé: «messieurs, on va voir maintenant ce qu'une femme peut faire en politique!» En 2007, j'ai été élue au Conseil national au premier essai en dépassant deux hommes!

Et là, vous conciliez facilement?

Non, et ça se voyait sur moi! À cette époque, mes parents n'étaient pas très âgés, mais mon père était handicapé après une grave attaque cérébrale et ma mère souffrait de démence. J'avais de grands soucis à porter avec ma sœur. Et en plus de cela, professionnellement je venais de me mettre à mon propre compte. Ajoutez à cela le Conseil national... J'avais 20 kilos de plus. Parce qu'à minuit, lorsque je rentrais parfois frustrée, je me faisais des tartines au beurre et au miel (*elle rit*). Tout a un prix dans la vie. Malheureusement, mon prix à moi, il se voyait.

En somme, vous dénoncez le diktat de la performance?

Mon credo est qu'il faut accepter que tout a un prix dans la vie! Avoir des enfants



comme ne pas en avoir. Être marié ou ne pas l'être. Faire une carrière ou non. J'ai l'impression qu'en disant cela, je soulage beaucoup de personnes. Même des grands-parents m'ont écrit. Souvent, ils n'osent même pas dire qu'ils adorent leurs petits-enfants mais que parfois ils n'ont plus la force de les garder. Ne faisons pas semblant que tout est possible en même temps. Et admettons que tout a son prix.

Au fond, vous êtes pour ou contre le système de milice?

Mon avis compte peu. Prenez 1000 personnes en Suisse, 900 vous diront que c'est le meilleur système. En revanche, tout ce qui permet de l'améliorer doit être débattu. À l'époque, Christa Markwalder (PLR/BE) avait déposé une intervention - malheureusement rejetée - pour introduire un système de suppléants au niveau du parlement fédéral. C'est une très bonne idée que je connais au Conseil de l'Europe. Il faudrait peut-être aussi songer à un vrai système d'assistantat parlementaire. Et réfléchir à la manière de trouver davantage d'employeurs prêts à libérer leur personnel pour des engagements de milice.

Aujourd'hui, est-ce que vous pratiquez à nouveau la triple conciliation: travail, politique et petits-enfants?

Je dois être honnête, je ne suis pas la meilleure des grands-mères pour mon petit-fils, malgré l'amour et le bonheur que je lui porte. Mon mari ne me voit déjà pas assez. Mais c'est intéressant car ma belle-fille, la maman de mon petit-fils, est engagée en politique. Elle a déjà été candidate au parlement cantonal. Nous avons fait la campagne ensemble et j'étais très touchée. Je l'adore! Maintenant, elle donne un coup de fouet à sa vie professionnelle, ça va être exigeant.

Et vos enfants, ils s'intéressent à la politique?

J'ai la chance d'avoir trois enfants avec qui je suis très proche. C'est un grand cadeau! Mais je fais mon autocritique: je crois qu'ils ont vécu ce que ça représente de faire deux ou trois choses à la fois, et surtout ils ont vu de près ce que c'est d'être un personnage public. Il y a ces moments critiques, lorsque vous faites une erreur et que vous êtes pris dans une tempête médiatique. Mes enfants n'ont pas choisi d'avoir une mère politique et publique. Ils le subissent. Honnêtement, mes trois enfants et mon mari m'ont portée dans ces phases difficiles. Nous sommes toujours restés soudés. Les défis nous font grandir et rendent la vie palpitante.



«Les questions de conciliation sont des questions de société auxquelles il faut trouver des réponses ensemble»

Doris Fiala,
présidente
des Femmes PLR
Suisse

Doris Fiala pense qu'un vrai système d'assistantat pourrait être intéressant pour les parlementaires.



Enfants, boulot, politique: le témoignage d'élus sur la triple conciliation

Est-ce qu'on voit encore ses enfants lorsqu'on est élu? Qui parvient à garder un «vrai emploi» à côté de son mandat? Ces questions restent taboues dans la Berne fédérale. Mais différentes études universitaires récentes ont montré que si le parlement suisse se professionnalise, c'est entre autres à cause des difficultés de conciliation. «Quand je suis entrée au Conseil national, j'ai arrêté mon activité professionnelle, témoigne la conseillère nationale Valérie Pillier Carrard (PS/FR). Indépendamment d'avoir des enfants, j'étais employée et ce n'était pas conciliable de m'absenter pour des sessions de trois semaines, quatre fois par an. Ensuite, tout dépend de la manière dont on souhaite mener sa vie.» Et cette maman de trois enfants d'ajouter: «Mais ces problèmes de conciliation concernent autant les hommes que les femmes.» La conseillère nationale Mattea Meyer (PS/ZH), elle aussi maman et élue professionnelle, s'est agacée des propos de Doris Fiala pour les mêmes raisons: «On ne parle que des femmes. Il y a plein de jeunes papas au parlement et on ne leur pose jamais la question de la conciliation.»

Si, si, nous leur posons parfois la question. Interrogé sur ce point dimanche passé, le vice-président du PLR, Christian Lüscher, nous disait: «J'arrive pour l'ins-

tant à concilier sans problème ma vie professionnelle, ma vie familiale et ma vie de parlementaire.» Le conseiller national Marco Romano (PDC/TI) estime, lui, que c'est un «grand défi»: «Je suis mari, père, employé à 50% dans une entreprise, membre de l'Exécutif de ma ville et du parlement fédéral. J'essaie de m'organiser au mieux. Cela marche parce que ma femme accepte d'avoir un mari et un père pas toujours là, et qu'au travail ma cheffe accepte des horaires non conventionnels.» Le démocrate-chrétien de 36 ans ajoute: «Sûrement que pour une femme, c'est plus difficile.» Pourquoi? «Je ne dis pas cela par idéologie, mais dans la pratique, c'est souvent le cas», répond-il.

Saisi d'un postulat socialiste, le bureau du parlement va réfléchir à changer son organisation pour améliorer la conciliation. La future présidente du Conseil national, Isabelle Moret (PLR/VD), a son avis: «Presque tous les parlements cantonaux siègent un ou deux jours par semaine ou par mois. Je serais favorable à un tel réaménagement au niveau des Chambres fédérales. C'est important pour la conciliation familiale et professionnelle mais aussi pour améliorer la représentativité des élus.» Marco Romano bondit: «C'est de la folie! Je mets quatre heures pour aller à Berne. L'État n'a pas à tout réglementer!»